Racisme, mode d'emploi

Nice : le foyer des haines

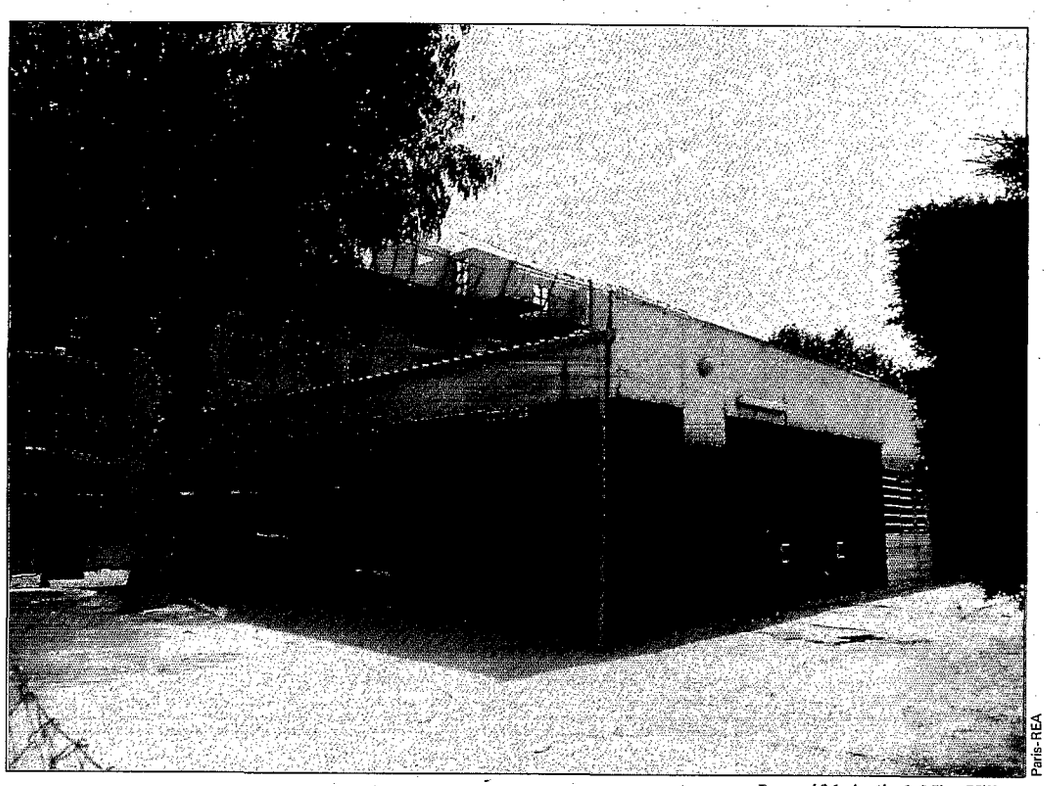
Une résidence de la Sonacotra transformée en ghetto. Un crime raciste sans coupable... Le Front national n'en demandait pas tant

Acquitté, le fils de Baptiste ! A l'annonce du verdict des assises de Nice, au soir du mardi 10 décembre, la foule s'est levée pour applaudir. Quelques dizaines d'amis, agriculteurs et Ritals pour la plupart, comme le vieux Baptiste, et venus eux aussi de Saint-Isidore, tout à l'ouest de la ville, sur la route de Grenoble, où depuis des années ils retournent la terre en regardant les montagnes. Trente mois que Jean-Baptiste Ghigo, ce grand échalas pâle et pleurnichard de 21 ans, était en prison. Accusé d'avoir tiré, par une nuit de mai 1989, à deux pas de la ferme paternelle, sur un jeune Tunisien qui, miraculeusement, a survécu à ses blessures.

Devant les policiers, le fils de Baptiste avait reconnu les faits. Il avait simplement *« voulu lui faire peur »*, disait-il alors, bien avant de se rétracter. L'avocat général réclamait vingt ans. Mais en quelques minutes à peine les jurés niçois ont fait de Ghigo un innocent. *« L'enquête n'a rien établi ou presque,* explique son défenseur, M[e] Jacques Peyrat, qui est aussi le leader local du Front national. *On a trop voulu démontrer que l'accusé était raciste, et pas assez qu'il était coupable. »* Privé de l'usage de ses jambes et de son œil gauche, impotent, Hadj Mohamed Mohsen, 29 ans, vit aujourd'hui en Tunisie, avec sa femme et ses trois filles. Il n'a pas assisté au procès. Sans victime et désormais sans coupable, le crime de Saint-Isidore était voué à l'oubli.

A Nice-Village, c'est dans « Nice-Matin » qu'on a relu, l'autre semaine, cette vieille histoire. C'est ici que tout a commencé. Bien avant même l'arrivée de Mohsen. Nice-Village, c'est le nom qu'a donné la Sonacotra à cette *« résidence pour travailleurs étrangers »* posée au milieu des champs de la plaine du Var comme une tache sur une nappe fleurie. *« Le foyer le plus laid de France »*, reconnaît un dirigeant de la société, qui gère depuis vingt ans ces cinq hectares de baraquements où s'entassent, bon an mal an, entre 1 500 et 2 000 immigrés, dont un bon tiers de clandestins.

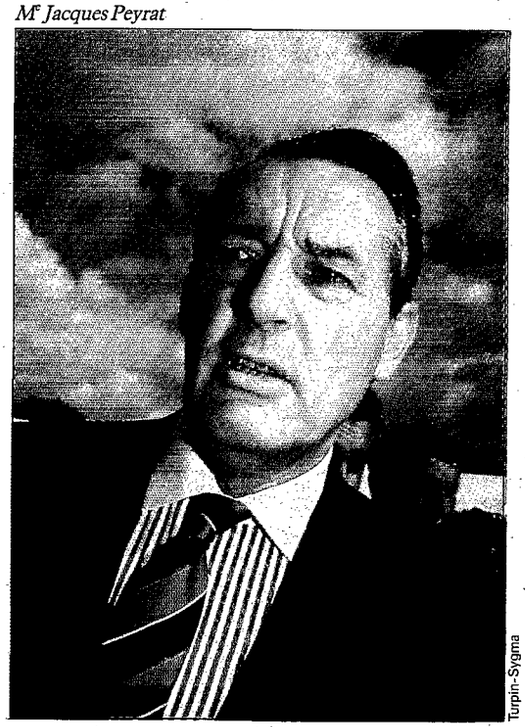
En 1971, ces préfabriqués rudimentaires avaient l'excuse du provisoire. La mairie de Nice voulait d'urgence se débarrasser des bidonvilles qui jouxtaient l'aéroport. La Côte d'Azur ne pouvait accueillir les touristes avec le spectacle de la misère. Appelée au secours en attendant la construction des bâtiments, la Sonacotra avait prêté ce qu'elle avait sous la main : des baraques sans confort. Les premiers immeubles neufs, eux, n'ont été achevés qu'au mois de juillet dernier...



Paris-REA

Les préfabriqués de Nice-Village

M[e] Jacques Peyrat



Turpin-Sygma

L'histoire de Nice-Village, c'est ghetto et racisme, mode d'emploi. A plusieurs reprises et en dépit des suggestions de la Sonacotra, la municipalité de Jacques Médecin a refusé de disperser les résidents en créant plusieurs petits foyers. Dès la première année, les immigrés ouvrent à Saint-Isidore un grand marché arabe. Le week-end, les touristes américains viennent y voir griller les têtes de mouton. Certains guides de la région recommandent un détour par *« l'oued »*. Les agriculteurs de la plaine du Var, eux, commencent à râler.

Tout bascule au milieu des années 80. Jacques Médecin part en croisade contre la drogue. La présence policière massive éloigne les dealers des plages et du centre-ville. Loin des électeurs du roi Jacques. *« Nice-Village offrait alors à ces délinquants un grand espace peu surveillé et, sans doute, une clientèle potentielle parmi les résidents »*, raconte un cadre parisien de la Sonacotra. La nouvelle se répand rapidement : le marché de Nice-Village devient un marché de la drogue. *« L'un des plus importants des Alpes-Maritimes »*, selon la préfecture. La police, elle, se satisfait de cette concentration qui facilite la surveillance.